

LA RÉVÉLATION

Un Sarko boy en mission à Bercy

Inconnu du grand public, Philippe Parini ne l'est pas du chef de l'Etat. « *Nous ne nous quittons plus depuis quinze ans* », a expliqué ce dernier, lors de sa conférence sur la réforme de l'Etat, le 4 avril. Nommé directeur général des finances publiques – nouvelle entité née de la fusion de la Direction générale des impôts avec celle de la comptabilité publique –, il s'était fait remarquer par Sarkozy dès 1993.

Le directeur du personnel de Bercy, Daniel Morel, était venu protester contre une nomination du nouveau ministre du Budget sur le ton « *jeune homme, je vais vous expliquer comment fonctionne Bercy* ». Résultat : une éviction immédiate, et son remplacement par son adjoint Philippe Parini, par ailleurs encarté au RPR.

Depuis, ce haut fonctionnaire est resté proche de Nicolas Sarkozy qu'il côtoie comme trésorier-payeur général (TPG) des Hauts-de-Seine en 1998. En 2002, il devient secrétaire général du ministère des Finances pour relancer le processus de réforme, avant de devenir TPG de l'Île-de-France, l'un des postes les mieux payés de la République. Dès son arrivée à l'Élysée en mai 2007, le nouveau président lui a demandé de plancher sur la fusion entre la comptabilité publique et la DGI. L'affaire est sur les rails, mais, au niveau local, elle prendra du temps.

Philippe Parini, qui loue la qualité des fonctionnaires des Finances, ne veut pas brusquer les



■ Philippe Parini, 56 ans, directeur général des finances publiques

■ **Son parcours** : cet énarque a été directeur du personnel du ministère des Finances, trésorier-payeur général (TPG) des Hauts-de-Seine, secrétaire général de Bercy, TPG d'Île-de-France.

■ **Ses atouts** : proche du chef de l'Etat, qui a sollicité ses talents de négociateur pour plancher sur la fusion entre la comptabilité publique et la DGI.

■ **Son défi** : unifier la DGI et les missions de comptabilité publique, gérer 130 000 agents.

agents, « *ni blesser leur orgueil* ». Beaucoup d'heures de formation seront nécessaires avant de rassembler concrètement, sous un même toit, l'ensemble des fonctionnaires. Ses talents de négociateur sont incontestés. Il en aura besoin pour faire avaler les suppressions d'emplois aux 130 000 agents dont il est désormais le patron. « *Il est d'origine gaulliste, il a le sens de l'Etat*, estime un ancien dirigeant du Syndicat national unifié des impôts (Snui). *Il est clair et net, ce n'est pas un centriste qui louvoie.* » I. B.